

Le premier ministre a-t-il demandé la démission du ministre sans portefeuille, ou ce dernier a-t-il démissionné de lui-même avant que ce le lui soit demandé?

Une voix: Oui ou non?

(Traduction)

Le très hon. M. Pearson: Si mon honorable ami se reporte à la correspondance et à ma déclaration de cet après-midi, il obtiendra les renseignements voulus.

(Traduction)

M. Grégoire: Monsieur l'Orateur...

(Texte)

M. l'Orateur: A l'ordre! Si l'honorable député veut porter plainte, libre à lui de le faire.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE VIET-NAM—INTERVENTION À LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au premier ministre. Étant donné la grave situation qui existe au Nord Viet-nam et au Sud Viet-nam et le danger que les événements des dernières semaines n'amènent une guerre d'envergure, j'aimerais demander au premier ministre si le gouvernement canadien songerait à pressentir les co-présidents de la Conférence de Genève de 1954, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique, en vue de convoquer de nouveau les pays qui ont assisté à cette conférence, ainsi que les États-Unis, en vue de négocier une entente pour cette région?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, l'attitude du gouvernement dans cette affaire quant à la situation au Viet-nam a été rendue publique dans le passé; ces derniers jours, des membres du gouvernement dont moi-même, par suite d'une situation plus grave au Viet-nam, ont réitéré la position du gouvernement. Nous avons fait connaître aux deux gouvernements qui ont fourni les co-présidents de la Commission, le gouvernement du Royaume-Uni et celui de l'U.R.S.S., le souci que nous éprouvons par suite de cette aggravation des événements et de la situation en général.

J'aimerais non seulement affirmer, mais répéter ce que j'ai déjà déclaré à maintes occasions, monsieur l'Orateur, c'est-à-dire qu'il se peut fort bien qu'il soit nécessaire et opportun de convoquer une conférence quelconque en vue d'en arriver à une solution pour le Viet-nam, à une solution de plus longue durée que celle à laquelle on en est arrivé à Genève en 1954. Si cette solution n'a pas donné de résultats satisfaisants—ce qui

[M. Grégoire.]

est le cas—il faut en imputer la plus grande part du blâme au gouvernement du Nord Viet-nam et à ses partisans, qui n'ont jamais accepté cet accord et qui ont fait tout leur possible pour le rendre inefficace. Je ne pense pas qu'une conférence convoquée maintenant sans une préparation attentive puisse donner les résultats que nous souhaitons tous. A mon avis, il serait souhaitable que l'affaire se règle par des négociations et que les gouvernements en cause étudient avec le coprésident à quelles conditions une nouvelle conférence ou une reprise de l'ancienne pourrait avoir plus de succès.

M. Douglas: Puis-je poser une question supplémentaire au premier ministre? En plus des instances présentées au coprésident, d'autres démarches ont-elles été faites auprès du gouvernement des États-Unis pour savoir s'il serait disposé à participer à une telle conférence, car, de toute évidence, sans sa collaboration, on ne pourrait parvenir à aucun règlement négocié?

Le très hon. M. Pearson: Nous avons fait connaître nos inquiétudes et nos vues au gouvernement des États-Unis. Je dois ajouter que c'est notre avis, et nous partageons tous cette opinion qu'aucune conférence convoquée à l'heure actuelle dans les conditions présentes ne donnerait pas nécessairement le résultat désiré. Nous ne sommes pas en faveur de la tenue d'une conférence simplement parce que quelqu'un voudrait en convoquer une. Mais nous sommes en faveur d'une conférence si c'est le genre de négociation qui peut aboutir à un règlement.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire. Le premier ministre voudrait-il dire à la Chambre si le gouvernement du Canada appuie la ligne de conduite qu'adopte présentement le gouvernement des États-Unis au sujet du Vietnam?

Le très hon. M. Pearson: Comme on l'a déjà signalé, monsieur l'Orateur, il ne faudrait pas oublier que les forces américaines se trouvent au Sud-Vietnam sur l'invitation du gouvernement du Sud-Vietnam qui fut constitué par suite de la conférence de Genève. Il ne faudrait pas oublier non plus que le Nord-Vietnam a toujours été l'agresseur depuis la division du pays. N'oublions pas ce fait.

M. R. N. Thompson (Red-Deer): Sur la même question, monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Ma question se divise en deux parties. Attendu que le gouvernement du Nord-Vietnam a demandé ces jours derniers que les équipes de surveillance de la Commission de contrôle interna-